



le 26 novembre 2024

Autorité directoriale et exécutive
suprême de la Confédération
Par Conseil Fédéral Dépt Justice et Police
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Tribunal Pénal Fédéral
Cour des Affaires pénales
Viale Stefano Franscini 7
6500 Bellinzzone

Chambres Fédérales incorpore
Par Chancellerie fédérale
Palais Fédéral ouest
3003 Berne

Conseil d'État & Grand Conseil incorpore
Par Chancellerie cantonale
Rue des Arsenaux 41
1700 Fribourg

Conseil d'État & Grand Conseil incorpore
Par Chancellerie cantonale
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2
1204 Genève

Conseil d'État & Grand Conseil incorpore
Par Chancellerie cantonale
Rue de la Collégiale
2000 Neuchâtel

Conseil d'État & Grand Conseil incorpore
Par Chancellerie cantonale
Adm, cant VD CH
Pl. du Château 4
1014 Lausanne

Annulation de tous les jugements anticonstitutionnels rendus depuis 1991, demande d'indemnisation globale et réhabilitation publique des Victimes politico-judiciaires citées ci-dessous :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">➤ BEURET Gil➤ BURDET Michel➤ BURDET Marc-Etienne
➤ CONUS Daniel➤ FERRAYÉ Joseph➤ GUTKNECHT Jakob➤ HERZOG Michèle➤ MÉRINAT Jean-Daniel➤ RATHGEB Werner➤ REGUIN-ELIÈS Marianne➤ SAVIOZ Birgit➤ ULRICH Gerhard | <p>En construction</p> <p>https://swisscorruption.info/burdet</p> <p>https://swisscorruption.info/#cottier</p> <p>https://swisscorruption.info/merinat/#2023-11-06 etc.</p> <p>https://swisscorruption.info/daniel-conus</p> <p>https://swisscorruption.info/dossier (M-E Burdet 50 %)</p> <p>https://swisscorruption.info/jakob-gutknecht</p> <p>https://swisscorruption.info/herzog</p> <p>https://swisscorruption.info/merinat</p> <p>https://swisscorruption.info/rathgeb-rennaz</p> <p>https://swisscorruption.info/attalens</p> <p>https://swisscorruption.info/birgit-savioz</p> <p>Président de l'Association Appel-au-Peuple</p> <p>https://swisscorruption.info/evaluations</p> |
|--|---|

Pour faciliter la lecture des liens, ce document est accessible sur :

<https://swisscorruption.info/justice-factice/#2024-11-26>

Madame, Monsieur,

Le 15 octobre 2024 le TAGES ANZEIGER et l'émission FORUM de la RTS dénonçaient la violation de la séparation des pouvoirs en ces termes : <https://swisscorruption.info/monopoly>

39 % des juges suisses remettent en question leur indépendance et ressentent la pression des Partis.

Le 21 novembre 2024 Temps Présent sur la RTS, mettait en évidence la dépendance des juges envers les Partis politiques qui les font élire... <https://swisscorruption.info/justice-factice>

Dans une vraie Démocratie, après le Pouvoir Exécutif, le Pouvoir Législatif, l'Autorité judiciaire qui doit être indépendante, on dit que la Presse serait le quatrième Pouvoir.

Dans la Constitution fédérale du 12 septembre 1848 Art. 45, nos Pères fondateurs avaient dans ce but, offert à la Presse, le rôle de « contre-pouvoir » des Autorités politiques. Une Presse qui avait donc le rôle de **servir les Gouvernés** et non les Gouvernants... On ne peut que constater que la Presse a failli à son Devoir constitutionnel ! <https://swisscorruption.info/presse>

Il n'est pas inutile de vous rappeler les fondements – que vous avez manifestement oubliés – de la Démocratie suisse :

Serment du Grütli

Le Serment du Grütli qui selon la tradition aurait eu lieu en 1307, est un mythe fondateur de la Suisse de caractère légendaire dont la première trace écrite se trouve dans le livre blanc de Sarnen datant d'environ 1470. Ce mythe est souvent associé au pacte fédéral d'alliance perpétuelle de 1291 entre les communautés d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald qui pour sa part est historique.

Tel que le raconte la légende, il se déroula sur la prairie du Grütli, qui domine le lac des Quatre-Cantons et rassembla les hommes libres des vallées d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald, notamment représentés par les trois Confédérés Arnold de Melchtal, Walter Fürst et Werner Stauffacher.

Cet accord entre trois communautés situées dans ce qui forme de nos jours la Suisse primitive, a été considéré jusqu'au XIXe siècle comme l'acte fondateur de la Confédération des III cantons et reste de nos jours un élément important de l'imaginaire populaire.



Si quelqu'un, de jour ou dans le silence de la nuit, met criminellement le feu aux biens d'un confédéré, on ne doit plus jamais le considérer comme membre d'une de nos communautés. Et celui qui, dans nos vallées, prendrait le parti du dit malfaiteur et le protégerait devra indemniser la victime.

Il faut constater que jusqu'à aujourd'hui et depuis trois décennies, les Gouvernants (exécutifs et législatifs) sont actifs en toute impunité dans le CRIME organisé, de jour et dans le silence de la nuit, autour des tables rondes des Clubs de services, dans le secret le plus absolu !

C'en est trop et la Révolution de VOS Victimes est en marche ! Nous ne pouvons que constater que vous n'avez plus à être considérés comme membres de nos « Communautés » ! Au surplus, tous ceux qui prennent parti pour vous et vos actions criminelles et vous protègent – à commencer par les juges et procureurs qui vous sont soumis – doivent être bannis du monde des Autorités et condamnés à indemniser leurs Victimes.

Il est important de vous rappeler que la responsabilité civile délictuelle que vous avez engagée par vos actions criminelles et dont vous êtes solidaires, est aujourd'hui estimée à plus de CHF 81'087 milliards. une responsabilité qui pourrait être en finalité 3 à 5 fois supérieure

<https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture>

Il est probablement inutile de vous rappeler que cette responsabilité délictuelle – qui doit être mise à charge des Criminels et non de l'État qui en est toutefois solidaire – représente plus de **neuf fois le PIB de la Suisse !**

Nous l'avons déjà dit à maintes reprises, notre but n'est pas de faire payer aux Citoyens, les erreurs et les crimes que les membres de leurs Autorités ont commises. C'est dans cette vision d'une résolution de la situation, que nous souhaitons négocier votre reddition et conclure l'indemnisation qui nous est due.

Le lien <https://swisscorruption.info/justice-factice> est suffisamment clair pour que nous ne nous étendions pas davantage ici, sur les conséquences d'un refus de coopérer de votre part. Vous avez été jusqu'au-boutistes et si vous voulez livrer la dernière bataille, il n'y aura alors plus de négociation possible !

Nous attendons une invitation à une table de négociation dont les négociateurs auront toute compétence de décision, au plus tard dans la semaine 51 de 2024. Il sera inutile d'invoquer une difficulté d'agenda, sachant que la négociation d'une responsabilité pouvant aller jusqu'à CHF 81'000 milliards, et dont vous êtes solidaires, doit avoir toute priorité sur vos engagements !

Passé cet ultime délai, nous ne reviendrons sur aucun arrangement de la responsabilité qui sera à votre charge, subsidiairement à charge de l'État et vous en assumerez les pleines conséquences envers le Peuple souverain.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Marc-Etienne Burdet

Daniel Conus

Copies : La Presse
GRECO
Gouvernement TRUMP ***
Offices de notation
À qui de droit

*** La plupart des banques d'Europe sont actives aux États-Unis et l'escroquerie des royalties a été opérée en USD. Nous négocions avec le Gouvernement TRUMP qui est conscient de la responsabilité engagée par les gouvernements précédents des USA et qui aura à cœur de charger la responsabilité des banques étrangères pour réduire sa propre responsabilité. Votre banque systémique de VOYOUS pourrait entrer dans une période noire, selon les décisions que vous allez prendre. <https://swisscorruption.info/ennemis>